Réfugiés chiliens en Isère

Une politique de l'hospitalité

Jacques Barou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2722>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.2722](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2722)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2014

Pagination : 79-86

ISBN : 978-2919-040261

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Jacques Barou, « Réfugiés chiliens en Isère », *Hommes & migrations* [En ligne], 1305 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2722> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2722>

RÉFUGIÉS CHILIENS EN ISÈRE

UNE POLITIQUE DE L'HOSPITALITÉ

par JACQUES BAROU, *chargé de recherche au CNRS (PACTE/IEP de Grenoble).*

L'accueil des réfugiés chiliens en Isère à partir de 1974 se fait sur fond d'une mobilisation sans précédent de la société civile et des institutions locales en faveur des victimes de la dictature de Pinochet. Ces exilés fortement politisés rencontrent la solidarité de la population locale, ce qui leur permet de s'installer durablement dans la région grenobloise.

Un contexte local très favorable

Le département de l'Isère n'a accueilli que peu de réfugiés chiliens et, parmi eux, aucun membre de l'élite politique qui aurait pu leur donner une certaine visibilité. Pourtant, en raison du climat particulier qui régnait au début des années 1970 dans l'agglomération grenobloise, une véritable politique de l'hospitalité s'est mise en place autour des premiers arrivants, enchaînant diverses actions de solidarité pendant plusieurs années et maintenant une ferveur militante qui débordait assez largement le cadre de la communauté chilienne. Mais, au fil du temps, cette aventure collective s'est essouffée, laissant les destins individuels s'accom-

plir, les uns avec bonheur, les autres avec une certaine infortune. Il reste de ce temps-là le souvenir d'un accueil exceptionnel qui a aidé certains à s'ancrer définitivement dans leur nouveau pays de résidence.

Dès les semaines qui ont suivi le coup d'État du 11 septembre 1973, plusieurs manifestations ont été organisées en Isère pour exprimer la solidarité de la population locale envers le peuple chilien. L'expérience d'un gouvernement d'Unité populaire associant les différentes composantes de la gauche dans un contexte démocratique était alors suivie de près en France aussi bien par les militants socialistes, communistes et radicaux, qui venaient d'élaborer un programme commun de gouvernement,

que par ceux, plus à gauche, qui étaient prêts à lui apporter un soutien critique. Dans l'agglomération grenobloise où plusieurs expériences de participation citoyenne avaient été réalisées au début des années 1970, l'émotion suscitée par la fin tragique du gouvernement Allende et par la répression violente mise immédiatement en place par la dictature ne pouvait être que particulièrement vive. Dans les deux années qui suivirent le coup d'État, plusieurs meetings de solidarité furent organisés par les diverses sections locales des partis de gauche et d'extrême gauche et par les syndicats et associations militantes, alors même que les arrivées de réfugiés chiliens en Isère étaient encore très peu nombreuses. Quarante ans après les événements, il est utile de revenir sur ce phénomène local pour comprendre à quel point l'accueil des Chiliens a permis de cristalliser une solidarité particulière émanant tant de la société civile que des institutions locales et qui ne s'est jamais retrouvée par la suite à propos d'autres populations.

Les notes de la Direction des renseignements généraux (DRG) adressées à la préfecture de région témoignent de l'effervescence qui a entouré presque immédiatement la question du Chili. Un premier meeting de solidarité est organisé dès le 21 septembre 1973 à la Bourse du travail de Gre-

Les notes de la Direction des renseignements généraux (DRG) adressées à la préfecture de région témoignent de l'effervescence qui a entouré presque immédiatement la question du Chili.

noble à l'initiative de plusieurs organisations de jeunesse : l'Union des étudiants de France (Unef), les Jeunesses socialistes, les Jeunesses communistes, l'Union nationale des comités d'action lycéens (Uncal), le centre départemental des Jeunes CGT. Il réunit 80 personnes et il est suivi d'une autre rencontre le 27 septembre sur le campus dans les locaux de l'Institut d'études politiques avec la participation d'un enseignant de retour du Chili. Les tracts distribués à l'occasion de ces rencontres témoignent de la forte politisation de la jeunesse locale à l'époque et de l'émotion que sus-

cite chez elle la violente répression mise en place par la dictature. Les thèmes qui accompagneront les diverses rencontres autour de la question du Chili sont déjà présents dès ces premiers meetings : solidarité envers le peuple chilien, dénonciation des exactions commises par les militaires, mais aussi dénonciation de l'implication des États-Unis, de la CIA et des grandes multinationales comme International Telephone & Telegraph (ITT), ainsi que la dénonciation de la passivité du gouvernement français. L'affaire chilienne cristallise les passions politiques autour des thèmes de prédilection de la gauche et de l'extrême gauche françaises de l'époque, ceux de la lutte contre le capitalisme international et l'impérialisme américain et de la domination de la bourgeoisie sur le monde ouvrier et paysan.

Les meetings de ce type se succèdent régulièrement jusqu'en septembre 1976. La DRG en dénombre 20. Ils rassemblent entre 150 et 300 personnes, la plupart du temps à la Bourse du travail de Grenoble, à la MJC des Alliés et une seule fois au Palais des sports. Aucun incident n'est signalé, ce qui n'empêche pas les divisions de se creuser entre le Parti communiste et la CGT, d'une part, les organisations d'extrême gauche, d'autre part, le Parti socialiste organisant ses propres meetings et apportant un soutien verbal aux initiatives des uns et des autres. Les divers comités de soutien qui se créent reflètent les divisions au sein de la gauche locale, divisions exacerbées par les dissensions qui, au Chili, vont croissant entre les partis qui avaient constitué le gouvernement d'Unité populaire, et qui luttent surtout en exil pour un retour à la démocratie, et le MIR, gauche révolutionnaire chilienne d'inspiration guévariste, qui prône la lutte armée sur place et refuse que ses militants s'exilent.

Il faut attendre octobre 1974 pour que des Chiliens commencent à prendre part à ces meetings. Les premiers signalés sont plutôt des "ténors" des partis et des syndicats chiliens qui ne viennent qu'à l'occasion d'une rencontre. La participation des Chiliens fixés dans l'Isère apparaît tardivement et

Profil des réfugiés

La constitution de la communauté s'est réalisée surtout à partir de 1974. Il n'y avait au 31 décembre 1973 que 25 ressortissants chiliens recensés dans l'Isère par le ministère de l'Intérieur. On peut supposer qu'un certain nombre d'entre eux étaient déjà là avant le coup d'État et avaient un autre statut que celui de demandeur d'asile ou de réfugié. Les informations sur les demandes d'asile les plus anciennes datent de mars 1974. Une note de la Direction centrale des renseignements généraux précise que 35 étrangers en provenance du Chili et entrés en France le 17 janvier 1974 vivaient en Isère en mars de cette année-là. Parmi eux, on comptait 32 Chiliens, 2 Colombiens et 1 Brésilien. Aucun d'entre eux n'avait alors le statut de réfugié et tous disposaient d'une autorisation provisoire de séjour valable jusqu'au 20 mai 1974. Ils étaient hébergés par le Secours catholique à Grenoble (8, rue

Émile-Gueymard) et à la Maison de la promotion sociale à Saint-Martin-d'Hères. Au 1^{er} janvier 1975, leur situation semble stabilisée puisque le même organisme recense 28 ressortissants chiliens, dont 21 hommes et 7 femmes, et, comptés à part, 32 réfugiés d'origine chilienne, dont 13 hommes, 15 femmes et 3 enfants.

L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) apporte des informations plus précises sur les Chiliens installés en Isère depuis le coup d'État. En 1991, ils étaient 130 à résider dans ce département, dont 103 à Grenoble, 62 % d'entre eux venaient de la capitale, Santiago. 11 personnes avaient connu la prison avant leur départ, deux d'entre elles avaient été condamnées à trois ans de prison sans qu'on sache si elles avaient ou non exécuté toute leur peine. Les autres disaient être restées emprisonnées plusieurs jours. Un exilé a été

Revue *Araucaria de Chile* © D.R.

s'exprime surtout sur le plan artistique. Au fur et à mesure, des concerts sont organisés après les meetings avec quelquefois la venue d'un groupe connu comme les Quila Payun et la plupart du temps avec des prestations de musiciens amateurs chiliens, dont le groupe local Mayllku composé de gens domiciliés pour la plupart à la cité Teyssère. Au fil du temps, grâce à la présence chilienne qui se renforce en Isère, des actions culturelles se développent en marge des rencontres politiques. Une brigade de peintres chiliens réalise deux fresques, l'une à Saint-Martin-d'Hères sur les murs de la crèche Salvador Allende, une autre à Fontaine dans une salle de réunion.

assigné à résidence pendant quarante-cinq jours.

La grande majorité des exilés présents en Isère avaient donc anticipé le risque d'être arrêtés, ce qui est un constat fréquent chez tous les demandeurs d'asile, quelles que soient leur origine et la période de leur arrivée en France. Les raisons de la demande d'asile étaient liées aux activités politiques et syndicales menées au pays.

Les raisons de la demande d'asile étaient liées aux activités politiques et syndicales menées au pays. Certains avaient été visés plus précisément en raison de liens avec des membres dirigeants de l'opposition à la dictature.

Certains avaient été visés plus précisément en raison de liens avec des membres dirigeants de l'opposition à la dictature. On notera l'absence de leaders connus des divers mouvements d'opposition à la junte militaire. Pour autant, il ne fait pas de doute que l'on avait affaire à une population très politisée, qui se situait nettement à gauche de l'échiquier et qui, même sans être engagée de façon très explicite, ne pouvait que se trouver mal à l'aise dans le Chili de la dictature et pouvait avoir des raisons de se sentir menacée. Avant d'arriver en France, plusieurs réfugiés étaient passés par des "pays de transition", dont 9 en Amérique latine, principalement en Argentine, et 8 en Europe, principalement en Espagne.

On comptait parmi ces réfugiés un nombre important de personnes seules, de divorcées ou de personnes veuves. Cela s'explique en partie par les événements qui ont pu se produire avant le départ, en particulier la mort d'un conjoint ou par les difficultés rencontrées par les couples dans leur vie en exil, difficultés qui provoquent souvent des séparations. La proportion élevée d'étudiants et la moyenne d'âge relativement jeune expliquent aussi l'importance des personnes seules.

Pour autant, la part des enfants au sein de cette population n'était pas négligeable, ce qui annonçait un processus d'installation à long terme et peut expliquer le faible nombre de retours au pays enregistrés par la suite.

Les dates d'arrivée en France se sont échelonnées sur près de quinze ans. Les vagues les plus importantes ont été enregistrées au début des années 1980, alors que les années qui suivent le coup d'État n'ont enregistré que des flux assez modestes. Les choses sont quelque peu trompeuses à ce niveau car les dates indiquées sont celles qui correspondent à la première demande d'asile et, comme pour d'autres réfugiés par la suite, on observe que de nombreux Chiliens ont vécu d'abord en France un certain nombre d'années sans papiers avant de déposer leurs demandes d'asile.

L'Ofpra n'a enregistré que deux retours au Chili, qui ont eu lieu tous les deux en 1991, après le retour à un gouvernement démocratiquement élu, sans pour autant que les militaires perdent toute emprise sur le pays. Cela veut-il dire que les Chiliens se sont enracinés en Isère au point de ne plus souhaiter retourner dans un pays où la situation qui avait causé leur départ avait changé ? Ce non-retour a des raisons plus complexes, et les quelques entretiens réalisés en 2013 auprès de Chiliens de l'Isère permettent de les éclairer.

Des trajectoires éprouvantes

Ces entretiens ont été réalisés dans le cadre de la préparation de l'exposition *Exiliados* organisée par le Musée de la résistance et de la déportation de Grenoble¹. D'autres entretiens ont été réalisés par des étudiants dans le cadre de mémoires universitaires. Malgré le faible nombre de témoignages recueillis, la diversité des trajectoires et des personnalités rencontrées reflète assez bien le vécu de l'exil et les relations avec la population locale dans ses diverses composantes.

Les souvenirs de la période qui a précédé le départ renvoient à un vécu traumatisant, même si l'intensité tragique n'a pas été la même pour tous. Le coup d'État a été d'autant plus cruellement ressenti que les personnes adhéraient fortement aux objectifs du gouvernement d'Unité populaire et qu'ils

¹. Voir l'article d'Olivier Cogne dans ce numéro.

espéraient beaucoup de lui, comme l'expriment ces deux personnes arrivées à Grenoble en 1978 et dont l'une était présidente d'un Conseil paysan : *"Pour moi, tout a changé. Nous étions pleins d'espoir, et nous avons compris que notre vie, la vie de paysans, allait changer et que la vie de nous tous allait changer et nous avons lutté pour ça. C'est surtout sentir que nous pouvons réaliser des choses. Ça nous a remplis d'espoir. Tout a changé, nous avons commencé à travailler avec plein d'enthousiasme. Mettre de la peinture partout dans la maison. Renouveler tout. C'était une grande effervescence² !"*

Les témoignages recueillis montrent que même ceux qui n'avaient pas d'engagement dans un parti de l'Unité populaire pouvaient être sérieusement inquiétés et envoyés en prison ou être assignés à résidence. Ainsi, la présidente du Conseil paysan a été condamnée à trois ans de prison commués finalement en cinq ans d'assignation à résidence.

Ceux qui n'ont pas connu la prison ont aussi vécu le coup d'État comme une période de terreur et de désorganisation. Cette ancienne militante du MIR qui a quitté le Chili en 1984 se souvient de cette période comme d'un moment de contrainte et d'angoisse : *"Notre maison a été à plusieurs reprises perquisitionnée par les militaires qui, ne trouvant pas de preuve de notre participation, nous emmenaient pour des interrogatoires... Si nous n'avons pas été mis en prison, nous étions obligés d'aller signer tous les dimanches au commissariat de police de notre quartier et nous avions l'interdiction de quitter la ville, cela a duré au moins deux ans³."*

Le passage par un pays de transit ne laisse pas non plus de bons souvenirs, surtout quand il s'agit d'un pays voisin où la surveillance continuait de s'exercer sur les Chiliens en vertu d'accords secrets passés entre les diverses dictatures du Cône sud de l'Amérique latine⁴ : *"J'ai décidé de partir en Argentine comme beaucoup de gens qui partent pour travailler dans la récolte de pommes. Je suis passé tranquillement.*

Quelques semaines après, quelqu'un me contacte pour me dire qu'ils vont venir me chercher. Ils se sont aperçus que j'avais disparu de mon village... J'ai appris plus tard l'existence du plan Condor. Ma mère et ma sœur ont été emmenées et on les a retrouvées dans un terrain vague. On a appris que les gens savaient tout de nous. On était surveillé depuis bien longtemps. On a été obligé de quitter l'Argentine. On ne pouvait pas retourner au Chili. On est parti là où les Nations unies voulaient bien nous emmener⁵." Quelles qu'aient pu être les trajectoires avant l'arrivée en France et quoique le départ ait pu apporter en termes de sécurité, l'exil est toujours vécu comme une injustice et, somme toute, une défaite pour ceux qui avaient combattu la dictature. C'est ce qu'exprime bien cette ancienne militante du PS qui a quitté le Chili en 1978 : *"J'ai fini comme tous les gens qui ont participé au combat social sauf qu'il y en a qui sont morts, des milliers de personnes. Moi, j'ai fait partie des gens qui ont perdu la liberté. Nous avons perdu la liberté de vivre dans notre pays⁶."*

L'exil a eu également des conséquences sur la vie des familles qui ont souvent été contraintes de se disperser et cela a été vécu aussi comme une injustice infligée par la dictature :

"J'ai deux sœurs en Suède, un frère qui est aux États-Unis. On est tous dispersés. On a été condamnés par Pinochet à séparer notre famille. Il a réussi⁷." Si quelques personnes disent avoir choisi la France comme terre d'asile, pour la plupart, il s'agit d'une

Les témoignages recueillis montrent que même ceux qui n'avaient pas d'engagement dans un parti de l'Unité populaire pouvaient être sérieusement inquiétés et envoyés en prison ou être assignés à résidence.

orientation imposée par les centres pour réfugiés des Nations unies auxquels ils ont pu s'adresser. Quant à l'Isère comme lieu d'installation, il n'a la plupart du temps pas fait l'objet d'un choix. La politique d'accueil était alors de limiter les implantations à Paris et de diriger les arrivants vers des villes de province où il existait des structures d'ac-

2. Entretien réalisé le 15 mars 2013 auprès de Madame L. F., 88 ans, et sa petite-fille Mme. P. V., 41 ans.

3. Ch. Mattus, "La mémoire des réfugiés chiliens à Grenoble", mémoire de master, Institut d'études politiques de Grenoble, 2009, p. 61.

4. Il s'agit de l'opération Condor impliquant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie, qui permit grâce à des échanges d'informations d'assassiner des opposants à la dictature chilienne réfugiés dans les pays voisins dans des pays tiers.

5. Entretien avec M. P. V., 60 ans, Grenoble, 1^{er} mars 2013.

6. Ch. Mattus, *op. cit.*, p. 61.

7. Entretien avec M. P. V., 60 ans, Grenoble, 1^{er} mars 2013.

cueil adaptées aux besoins de la population. La marge de choix était limitée entre quelques villes et l'option pour l'une ou l'autre n'avait guère de fondement pour des gens qui connaissaient très mal la France et n'avaient pas de famille déjà installée en un lieu précis. Le choix de Grenoble a pu dépendre d'un critère assez flou, comme le précise ce témoignage : *"On m'a dit que je ne pouvais pas rester à Paris. On m'a donc proposé cinq villes : Nantes, Strasbourg, Nîmes, Grenoble, Toulouse. Je ne connaissais pas la France. Quelqu'un m'a dit que Grenoble était dans la montagne. J'ai pensé que la montagne c'était comme la cordillère des Andes, qu'on allait retrouver quelque chose de familier"*⁸.

Les souvenirs de l'installation dans la terre d'accueil

Comment les réfugiés chiliens arrivés en Isère ont-ils vécu ces manifestations de solidarité autour de leur pays ? Dans l'ensemble, les personnes interrogées gardent un souvenir très positif de l'accueil reçu à Grenoble, qui semble être allé bien au-delà de ce qu'une collectivité locale peut mettre en place pour des réfugiés. Il exprimait aussi une solidarité militante qui, par certains côtés, pouvait même devenir gênante. *"On nous a mis à disposition un appartement, c'était un terrain de*

foot ! Extraordinaire ! C'était immense et il y avait tout... même le frigo était rempli."
"C'était fou, l'année 1974, c'était une période de solidarité remarquable vis-à-vis de la communauté. On nous demandait tout le temps : 'Tu veux que je te loge' ?"

L'effervescence autour de la cause chilienne qui a précédé à Grenoble l'arrivée des premiers réfugiés chiliens explique cet accueil exceptionnel. Les réfugiés avaient aux yeux des militants isérois l'image de "victimes héroïques" et

on attendait parfois d'eux qu'ils aient subi emprisonnement et tortures, ce que beaucoup n'avaient heureusement pas connu.

*"Les Français connaissaient très bien la situation du Chili. Le Français veut croire à toutes les histoires. La première question était : 'Combien de temps as-tu été arrêté et torturé'?"*¹⁰

Il était parfois délicat pour les réfugiés de décevoir leurs interlocuteurs en leur avouant que leur trajectoire n'avait pas été aussi tragique qu'ils l'attendaient : *"Moi, je n'ai jamais été arrêté ou torturé, et les gens n'étaient pas déçus, mais presque ! Il y avait à l'époque un peu de la surenchère du gore. Cela me faisait rire car il y en avait qui finissaient par faire un peu de mythomanie"*¹¹. Avec l'appui des militants français, les Chiliens ont constitué très vite une communauté basée dans le quartier de la Villeneuve, alors fruit d'un nouvel urbanisme orienté vers la cohabitation de gens différents et haut lieu de la démocratie participative. La vie menée durant les premières années leur a laissé des souvenirs de convivialité et de solidarité, facilitée par une proximité spatiale qui n'empiétait pas sur l'intimité des ménages : *"Il y avait des apparts séparés et pas seulement des chambres, ça fonctionnait très bien, c'était la 'colonia latina', comme on l'appelait à l'époque. Il y avait des équipes de foot, des groupes de musique, des groupes politiques... À la salle 600 à la Villeneuve on organisait les anniversaires, les fêtes... Il y avait une vraie communauté, ça bougeait vraiment bien."*

Cette vie communautaire a eu pour avantage de permettre un accès rapide à l'autonomie. Ceux qui avaient pu trouver un emploi et un logement aidaient les nouveaux arrivés et pouvaient ainsi se passer de l'aide des organismes qui les avaient accueillis. *"Quand je suis arrivé à Grenoble, j'avais mes papiers et tout pour m'organiser. Ma famille est restée quelques semaines à Paris. Peu de temps après, j'avais un appartement et un travail et je me suis occupée de l'arrivée de ma famille"*¹². Au fil du temps, toutefois, la vie communautaire commence à faire sentir ses limites. Tout d'abord, la population chilienne est traversée par des conflits politiques.

8. Entretien avec M. O. M., 75 ans, 28 février 2013 à Grenoble. 9. Ch. Mattus, *op. cit.*, p. 64. 10. Entretien avec M. P.V., 1^{er} Mars 2013.

11. Ch. Mattus, *ibid.* 12. Entretien avec M. P.V., 1^{er} mars 2013.

Avec l'appui des militants français, les Chiliens ont constitué très vite une communauté basée dans le quartier de la Villeneuve, alors fruit d'un nouvel urbanisme orienté vers la cohabitation de gens différents et haut lieu de la démocratie participative.

Les dissensions entre la gauche “institutionnelle” et l’extrême gauche représentée par le MIR qui prône le retour des exilés au pays pour reprendre la lutte armée s’importent dans la communauté grenobloise et y provoquent des affrontements. *“Les bagarres... mais c’était fou ! Affolant ! C’était honteux, même... Ces types qui s’accusaient mutuellement : le coup d’État, c’est de votre faute !”* La caisse de résonance formée par la proximité entre les gens amplifie ces conflits et amène certains à claquer la porte de leur parti.

D’autres facteurs vont contribuer à affaiblir la vie communautaire. Les réfugiés prennent conscience que la dictature est installée pour longtemps et que leur séjour en France ne sera pas provisoire. Ceux qui, au début, ne fréquentaient que la communauté chilienne commencent à élargir l’éventail de leurs relations. Une certaine conscience de la nécessité de trouver sa place dans le nouvel environnement émerge. *“Mon installation s’est faite très doucement et cela tient au fait que j’étais très engagé pour mon pays les premiers temps et que je pensais rentrer très prochainement au Chili. Mais je me suis rendu compte peu à peu que ce n’était qu’une illusion. Il m’a fallu cinq ans pour que je commence à m’intégrer”¹³.* Pour logique et nécessaire qu’elle apparaisse, cette démarche d’intégration n’allait pas de soi. Au sein des couples et des familles en particulier, il y a eu des conflits liés au fait que tous ne trouvaient pas les mêmes avantages à s’adapter à la culture locale. *“Ce qui a modifié la conduite des exilés, c’est la place de la femme dans la société française. Cela a beaucoup changé le rapport entre Chiliens. Beaucoup de couples ont éclaté. Les femmes pouvaient trouver du travail, conduire une voiture... La communauté chilienne était un peu déboussolée”¹⁴.*

À ces difficultés s’ajoute la fragmentation inévitable de la communauté chilienne avec de nouvelles vagues d’arrivée qui ne ressemblent pas aux anciennes et, progressivement, la mobilisation autour de la cause perd de sa pertinence. La solidarité envers le pays d’origine qui tenait lieu de ciment communautaire s’affaiblit et les réfugiés se

trouvent face à la nécessité de se construire un avenir individuel en France, avec les souffrances inévitables qui résultent du deuil du retour.

Une nouvelle identité

Les Chiliens de l’Isère s’étaient regroupés au départ autour d’une identité militante tournée vers le pays d’origine, particulièrement valorisée dans le milieu d’accueil. Beaucoup constatent qu’au bout de cinq ans cette identité militante ne peut plus les fédérer. L’aventure collective que leur exil avait été jusqu’à laisser place à la recherche de réussites individuelles, ce qui va exacerber les différences sociales existant entre eux. Il y a, d’un côté, ceux qui parviennent à s’intégrer parce qu’ils ont au départ un capital culturel et social et, d’un autre côté, ceux qui rencontrent plus de difficultés et vivent leur exil comme de plus en plus frustrant. Aux yeux des premiers, le militantisme tourné vers le Chili ne sert plus que de prétexte à un refus de l’intégration. Au fil des ans, alors que l’espoir de voir tomber la dictature s’amenuise et que des possibilités de retour au Chili se font jour pour certains, la communauté se désagrège et les trajectoires individuelles se différencient. Pour autant, le pays d’origine n’est pas oublié et continue d’inspirer l’évolution identitaire des réfugiés et de leurs familles. Beaucoup se sentent à la fois chiliens et français, ce qui peut signifier que l’on est ni vraiment l’un, ni vraiment l’autre, comme l’illustrent les propos de cet ancien militant du MIR qui a quitté le Chili en 1976 : *“Je me sens chilien et français. Les deux ! La France m’a beaucoup apporté. Il ne faut pas oublier que j’ai passé plus de la moitié de ma vie ici en France. En sachant que je ne parle pas le français comme les Français, je ne l’écris pas bien. Dès que j’ouvre ma bouche, ils savent que je ne suis pas français.*

Si les réfugiés se sont dans l’ensemble bien enracinés en France, le lien avec leur pays d’origine et le sens de leur combat perdurent malgré le temps, les distances et l’éparpillement des familles.

¹³. Ch. Mattus, *op. cit.*, p. 68. ¹⁴. Entretien avec M. P.V., 1^{er} mars 2013.

Mais, au Chili, ils font aussi la remarque par rapport à des mots ; ils remarquent que je ne suis pas vraiment chilien. Ce n'est pas évident mais c'est comme ça !¹⁵ La reprise de contact avec le Chili a conduit les gens à prendre conscience qu'ils vivaient dans un entre-deux. Ils ne pourront sans doute ni oublier le Chili, ni quitter définitivement la France. Dans d'autres cas, c'est la part de la France qui est prépondérante. Les souvenirs du Chili sont trop associés à des souffrances pour qu'il puisse avoir envie d'y retourner. C'est ce qu'exprime une dame de 83 ans qui a connu la prison et l'assignation à résidence : "Non. Je ne veux pas y retourner. Je me trouve bien ici. J'ai trouvé tout ce qui me manquait. Je souffrais trop au Chili." Sa petite-fille, âgée aujourd'hui de 41 ans, a très peu connu le Chili mais il demeure associé dans sa mémoire à de mauvais souvenirs : "Je me souviens que ma mère était très dépressive. Elle sortait de plusieurs années de prison, elle se réveillait en hurlant. Je n'étais pas dans une ambiance très favorable¹⁶." Arrivée enfant à Grenoble, l'école a été pour elle un lieu plus sécurisant sur le plan affectif que la famille, trop perturbée par le vécu au Chili. "Ce qui m'a aidée, c'est l'école. J'ai rencontré une institutrice très engagée pour la cause chilienne. Maintenant, elle est décédée. C'était une femme très encadrante et aimante. Elle transformait sa classe en un lieu de bonheur sécurisant."¹⁷

Ceux qui ont pu retourner au Chili avant ou après la fin de la dictature disent avoir été déçus, comme ce militant qui a effectué un retour au pays en 1998 pour assister aux funérailles de sa mère : "Je suis retourné au Chili en 1998 car ma mère est décédée. J'y suis resté une semaine. Pendant ces sept jours, j'ai vu comment mon Chili avait changé, comment mon Chili était autre chose. Il ne restait rien de tout ce que nous avons fait pendant l'Unité populaire avec Salvador Allende. C'est décevant et dur. Quand j'ai parlé avec la jeunesse présente aux funérailles de ma mère, je me suis aperçu qu'il n'y avait que les choses matérielles qui les intéressaient, la politique non¹⁸."

Malgré ces déceptions, la plupart des personnes interrogées ne tirent pas un bilan totalement négatif

de leur engagement révolutionnaire, même si, avec le temps, elles ont pu prendre assez de distance pour se livrer à une certaine autocritique : "Je pense que nous avons été trop naïfs. Les Chiliens de l'époque n'ont pas tenu compte de la situation internationale. Pourtant, on en parlait systématiquement. On était trop fier de ce combat qui démarrait. Actuellement, tous les pays de l'Amérique latine sont à gauche ou pratiquement. Il faut à chaque fois tenir compte de ce qui se passe au niveau mondial¹⁹." Si les divisions politiques au sein de la communauté chilienne de Grenoble et l'inscription de la dictature dans la durée ont fini par avoir raison du militantisme de la plupart des réfugiés, on ne peut pas dire que l'engagement ait perdu tout sens pour eux. Beaucoup ont fait à Grenoble carrière dans l'enseignement ou le travail social, une manière de continuer à lutter pour leurs idéaux. En perdant le lien exclusif avec le Chili et en fréquentant des gens originaires d'autres pays d'Amérique latine, leur identité chilienne s'est commuée en une identité latino-américaine plus large qui leur a ouvert de nouveaux horizons. "C'est en étant à l'extérieur qu'on prend conscience de notre identité latino-américaine. La situation d'exil permet de la faire connaître, de la faire partager²⁰."

Si personne n'envisage un retour définitif, l'intérêt pour le Chili non seulement n'est pas mort, mais il a franchi la barrière des générations : "Mes enfants connaissent tout de moi. Avec eux, je suis parti deux fois au Chili. Ils sont très attachés au Chili. Ils veulent devenir chiliens. J'en serais très fier²¹."

Les témoignages ont été transmis et la mémoire reste vivante. Cet acquis n'aurait sans doute pas été possible sans l'accueil reçu en Isère. La solidarité exprimée par les institutions et les militants de l'Isère envers les réfugiés chiliens reste gravée dans leurs mémoires quarante ans après²². Cela correspond à une authentique politique de l'hospitalité rendue possible par un rare moment de l'Histoire, où la société civile et les pouvoirs publics locaux se sont rejoints pour reconnaître dans l'étranger un semblable. ■

15. Ch. Mattus, *op. cit.*, p. 68. 16. Entretien avec Mme M. L. et Mme P.V., le 15 mars 2013. 17. *Ibid.* 18. Entretien avec M. O. I. M., le 28 février 2013. 19. *Ibid.* 20. Ch. Mattus, *op. cit.*, p. 109. 21. Entretien avec M. P.V., le 1^{er} mars 2013. 22. Voir l'article d'Annouchka Hardy dans ce numéro.